



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 110 – 13 AVRIL 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

AFRIQUE DU SUD
ACCOR HOTELS
RENFORCE SA
PRESENCE DANS
LE PAYS

CREATION D'UN FOND
D'INFRASTRUCTURES
ENTRE L'EGYPTE,
L'ETHIOPIE ET LE
SOUDAN

BOTSWANA :
FORTE PROGRESSION
DU PIB AU 4EME
TRIMESTRE 2017 A
+6,5 % EN
GLISSEMENT ANNUEL

BENIN :
ACCORD AVEC LE FMI
SUR LA 2EME REVUE
DU PROGRAMME FEC

KENYA :
NAKUMATT PLUS QUE
JAMAIS EN DIFFICULTE

GUINEE :
PRET DE L'AFD DE 30
M EUR POUR LE
SECTEUR DE L'EAU

TOGO :
61,8 Mds FCFA
(94,2 M EUR)
MOBILISES PAR
L'EMPRUNT
OBLIGATAIRE EMIS FIN
2017

CACAO : LE GHANA ET
LA COTE D'IVOIRE
ANNONCENT UN
RENFORCEMENT
PARTIEL DE LEUR
COOPERATION

MAURICE : ALCATEL
SUBMARINE
NETWORKS RETENU
POUR LE PROJET DE
CABLE SOUS-MARIN
ENTRE L'AFRIQUE DU
SUD ET MAURICE



ACTUALITE REGIONALE

▼ **Africa Investment Index : bons scores au Nigéria et au Ghana, Libéria et Sierra Leone en queue de classement**

Le rapport 2018 du cabinet Quantum Global intitulé *Africa Investment Index*, étudie l'attractivité des différents pays du continent en matière d'investissement. Construit à partir de différents indicateurs tels que le taux d'intérêt réel, le risque de change, le classement *Doing Business* ou encore les notations de crédit, cet index composite place le Nigéria en 14^{ème} position (+5 places par rapport à l'exercice 2017) sur les 54 états du continent, juste devant le Ghana (16^{ème}, +2 places), mais loin devant la Sierra Leone (48^{ème}, +2 places) et le Libéria (53^{ème}, -4 places).

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ **CEDEAO : don du gouvernement allemand pour renforcer la sécurité maritime**

Le Centre multinational de coordination maritime (MMCC) de la CEDEAO à Accra, au Ghana, a reçu de l'Allemagne par l'intermédiaire de son agence de développement, la *Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit* (GIZ), du matériel de sécurité maritime. Le don, d'une valeur d'1,2 M EUR, inclut 18 équipements comprenant notamment un appareil de télécommunication longue portée Barrett, une radio satellite, des moniteurs et régulateurs de tension, etc.

✉ Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso - Mali : évocation d'un projet de création d'une zone économique spéciale**

Le Premier ministre du Mali s'est rendu à Ouagadougou le 3 avril 2018 afin d'échanger avec son homologue burkinabè sur les questions de coopération bilatérale, sous régionale et sécuritaire entre les deux pays. Un projet de création d'une zone économique spéciale entre trois villes majeures de la sous-région, à savoir Bobo-Dioulasso (Burkina Faso), Sikasso (Mali) et Bouaké (Cote d'Ivoire) a été évoqué.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Echec des discussions entre l'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan pour le barrage éthiopien de la Renaissance**

A l'issue de discussions à Khartoum le 5 avril, dans le cadre d'un comité tripartite composé de l'Egypte, de l'Ethiopie et du Soudan, chargé de coordonner les politiques liées à la construction du barrage éthiopien de la Renaissance, le ministre soudanais des Affaires étrangères a indiqué qu'aucun accord n'avait été trouvé pour des raisons techniques. Les négociations semblent avoir achoppé sur la création d'une commission conjointe pour le lac de réserve et sa vitesse de remplissage, sur plusieurs années.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Création d'un fond d'infrastructures entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan**

Les ministres des Affaires étrangères égyptien, éthiopien et soudanais se sont entendus lors de leur rencontre à Khartoum la semaine dernière pour la création d'un fonds d'infrastructures tripartite. Ce fonds a pour objectif de renforcer l'intégration économique entre ces trois pays ainsi que « les relations entre leurs peuples » selon l'annonce faite par le ministre des Affaires étrangères éthiopien. Cette décision fait suite à une proposition émise en marge du sommet de l'Union africaine en janvier 2018.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : maintien de la note de la dette sud-africaine en catégorie « investissement »

Moody's a annoncé qu'il maintenait la dette publique sud-africaine en catégorie « investissement » et qu'il relevait sa perspective de « négative » à « stable ». Le maintien en catégorie investissement était anticipé mais pas nécessairement le relèvement de la perspective qui se fonde essentiellement sur les bons débuts du gouvernement Ramaphosa en termes notamment d'amélioration du climat des affaires et de consolidation de la trajectoire budgétaire et d'endettement de l'Etat.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : réduction du taux directeur de la Banque centrale de 0,25 point à 6,5 %

Profitant du contexte inflationniste favorable (4 % en g.a en février), la Banque centrale a, la semaine dernière, réduit son taux directeur de 0,25 point (lequel s'affiche désormais à 6,5 %). Cette baisse, comme la précédente intervenue en fin d'année 2016 (également de 0,25 points), devrait avoir un impact favorable et significatif sur la croissance économique sud-africaine. En premier lieu parce que tous les crédits bancaires accordés par les banques sud-africaines sont assortis de taux d'intérêt variables ; en second lieu parce que l'importance relative du secteur financier en Afrique du Sud est significative. En 2016, il représentait 21 % du PIB.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : forte progression du PIB au 4^{ème} trimestre 2017 à +6,5 % en glissement annuel

Au 4^{ème} trimestre 2017, le PIB a connu une croissance de +6,5 % en glissement annuel après +1,1 % au T3 2017 soit un rythme nettement supérieur à la croissance démographique (1,9 %) et qui se rapproche des performances passées (6,9 % en moyenne sur 2010/14). Par ailleurs, en rythme trimestriel, la croissance s'est accélérée aux trois mois précédents (+5,5 % contre -1 % au T3). Selon le ministre des Finances Kenneth Matambo, la croissance devrait se poursuivre en 2018 sur un rythme comparable, bénéficiant de la reprise du secteur minier et de l'amélioration de la croissance mondiale.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : approfondissement de la récession au 4^{ème} trimestre

Le PIB namibien a de nouveau reculé de -1 % au quatrième trimestre 2017 après une contraction révisée similaire au troisième trimestre, plongeant le pays dans une récession toujours plus profonde, les difficultés dans les secteurs de la construction et du commerce ayant éclipsé le dynamisme de l'industrie manufacturière et minière. Après une croissance positive de 0,7 % en 2016, la croissance économique de la Namibie est en territoire négatif pour 2017 avec une contraction de 0,8 %. Selon le FMI, la croissance devrait reprendre en 2018 et s'accélérer par la suite à environ 4 %, avec la mise en exploitation de nouvelles mines et un rebond des activités industrielles et de vente au détail.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : nouvelle augmentation du PIB à 4,1 % en glissement annuel en 2017**

En 2017, le PIB a connu une augmentation de sa croissance à 4,1 % en glissement annuel après 3,4 % en 2016. Le secteur ayant le plus contribué à la croissance est celui de l'agriculture, la sylviculture et la pêche, à hauteur de 1,2 point de pourcentage.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : maintien du taux directeur à 14 %**

Lors du comité de politique monétaire qui s'est tenu les 3 et 4 avril, la Banque centrale (CBN) a décidé de maintenir : i) le taux directeur à 14 % ; ii) les réserves obligatoires des banques à 22,5 % ; iii) le ratio de liquidité à 30 % ; iv) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pdb. Pour rappel, la CBN maintient inchangée sa politique monétaire depuis juillet 2016, date à laquelle elle avait augmenté son taux directeur de 200 pdb à 14 %. Ce comité de politique monétaire est le premier tenu en 2018, celui prévu en janvier n'ayant pu se réunir faute de quorum nécessaire. Par ailleurs, le PMI s'établit à 56,7 au mois de mars, marquant une année d'expansions mensuelles successives.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : accord avec le FMI sur la 2^{ème} revue du programme FEC**

Les discussions sur la 2^{ème} revue du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) se sont conclues le 1^{er} avril 2018. L'ensemble des indicateurs (quantitatifs et structurels) du 2nd semestre 2017 ont été atteints, voir dépassés en ce qui concerne la mobilisation des recettes intérieures et les dépenses sociales prioritaires. La croissance économique est estimée à 5,6 % pour 2017, le déficit budgétaire (dons compris) à 5,9 % du PIB (contre 7,1 % initialement projeté), et la dette publique à 54,6 % du PIB (+5,1 pts de PIB par rapport à 2016), et devrait se stabiliser à 56 % d'ici 2018. Le passage au conseil d'administration prévu pour juin prochain permettra de décider du décaissement éventuel de la 3^{ème} tranche du programme.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : accord avec le FMI sur la 3^{ème} revue du programme FEC et MEDC**

Les résultats préliminaires des consultations au titre de l'article IV et des discussions sur la 3^{ème} revue du programme triennal appuyé par les accords de Facilité élargie de crédit (FEC) et de Mécanisme élargi de crédit (MEDC) revoient légèrement à la hausse les estimations de croissance économique, à 7,8 % pour 2017 (contre 7,6 %) et 7,4 % en 2018 (contre 7,3 %). Le déficit budgétaire devrait diminuer de 0,4 pt de pourcentage en 2018 pour atteindre -3,8 % du PIB. Les estimations du ratio dette publique sur PIB ont également été revues à la baisse, à 46,4 % en 2017 (contre 50,7 %) et 48,1 % en 2018 (contre 50 %). Le taux de pression fiscale stagne à 15,5 % en 2018.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le déficit commercial s'est réduit de 33,1 Mds FCFA en février 2018

En février 2018, les importations de biens et services ont diminué plus fortement (-20,9 %) que les exportations (-1,6 %) ce qui a entraîné une baisse du déficit commercial de 33,1 %, par rapport au mois précédent. Les importations de matériels de transports (-87,7 %, à 1,3 Md FCFA, 2 M EUR) et d'huile brute de pétrole (-24,5 %, à 29 Mds FCFA, 44 M EUR) se sont réduites. Les exportations de poissons frais de mer (-26,4 %, à 11 Mds FCFA, 17 M EUR) sont également à la baisse, au contraire des envois d'arachides non grillées (+937 %, à 14 Mds FCFA, 21,3 M EUR) et de produits pétroliers (+222 %, à 17 Mds FCFA, 26 M EUR). A noter, sur l'année complète le déficit est passé de - 223 Mds FCFA (336 M EUR) à - 400,5 Mds FCFA (611 M EUR).

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : inflation à 15,2 % en mars

L'indice des prix à la consommation publié par la *Central Statistics Agency* fait état d'une inflation à 15,2 % en glissement annuel au mois de mars 2018. L'inflation s'est donc maintenue à un niveau élevé après avoir atteint 15,6 % en février, 13,4 % en janvier et 13,6 % en décembre comme en novembre 2017. La légère diminution de 0,2 point sur le mois de mars s'explique par la baisse de l'inflation sur les biens alimentaires qui passe de 20,9 % en février à 19,9 % en mars, l'inflation non-alimentaire étant quant à elle quasiment stable (10 % en mars après 9,8 % en février). L'inflation est attendue en augmentation sur l'année 2017/18, courant de juillet 2017 à juin 2018, depuis la dévaluation du Birr en octobre 2017 ; elle était de 8,1 % sur l'année fiscale 2016/2017.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : l'indice des directeurs d'achat au plus haut depuis janvier 2016

L'indice de confiance des directeurs d'achat (*Purchasing Manager Index, PMI*) établi par la banque *Stanbic* a atteint 55,7 points en mars, en hausse par rapport aux 54,7 points enregistrés en février. Au-delà de 50, un tel indice signale une anticipation de hausse de l'activité. Cet optimisme serait nourri par une augmentation de la production des entreprises suite au dynamisme de la demande, tant à l'exportation que sur le marché domestique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : hausse de 4,2 % des investissements directs étrangers en 2017

Au cours de l'année écoulée, le montant total des IDE entrants à Maurice s'est élevé à 444 M USD, en hausse de 4,2 % par rapport à 2016. Le secteur de l'immobilier prédomine avec une part de 61,9 % (275 M USD), suivi par la finance et l'assurance (23,3 %) et la construction (7,3 %). La prédominance des investissements immobiliers depuis cinq ans – plus de la moitié des IDE totaux sur la période 2012-2017 – commence à inquiéter les observateurs. Ces investissements seraient en effet peu productifs et à faible impact en matière d'emplois et de croissance. Hormis l'immobilier, les secteurs économiques réputés générateurs d'emplois comme l'industrie ou les TIC n'ont attiré que 5 % des IDE en 2017.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : prévisions de croissance de 6,5 % au cours des trois prochaines années d'après la Banque centrale, après 6,3 % en 2017**

Le gouverneur de la Banque centrale d'Ouganda a déclaré lors d'une conférence de presse que la croissance projetée pour les trois prochaines années est de 6,5 %, portée par la demande extérieure et le dynamisme des investissements privés et publics. Cependant, le gouverneur a souligné que la collecte fiscale et la croissance du crédit au secteur privé étaient à un faible niveau. Il a en outre indiqué que la croissance économique pour 2017 était de 6,3 %, contre 3 % en 2016 ; tous les secteurs ont contribué à cette performance : la croissance a atteint 6,1 % pour le secteur agricole, 4,4 % pour le secteur secondaire et 8,1 % pour les services.

📧 hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : maintien du taux directeur de la Banque centrale à 9 %**

La Banque centrale ougandaise a maintenu son taux directeur à 9 %, estimant que les aléas sur l'inflation étaient équilibrés à court terme mais que l'inflation devrait augmenter progressivement. Celle-ci a atteint 2 % en glissement annuel en mars, contre 2,1 % en février, en raison de la baisse des prix de certains produits alimentaires ; elle pourrait atteindre 5 % d'ici la fin 2019 selon le gouverneur. En février, la Banque centrale a réduit son taux directeur de 50 points de base à 9 %, soit son plus bas niveau historique et ce, afin de dynamiser le crédit aux entreprises.

📧 hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ UEMOA : Réglementation du crédit-bail

La réglementation bancaire de l'UEMOA réserve les opérations de crédit-bail aux établissements de crédit. La loi uniforme sur le contrat de crédit-bail adoptée par l'UEMOA en 2016, qui doit être transposée par les Etats membres, prévoit notamment leur mention au RCCM, s'agissant des biens meubles ou au registre foncier pour les immeubles, ainsi que les droits et obligations des parties, tels que l'obligation du preneur d'installer, entretenir, réparer et assurer le bien et l'exonération du crédit bailleur des obligations du propriétaire d'un bien loué. En 2017 le Bénin, le Burkina Faso, le Niger et, en décembre, la Côte d'Ivoire ont transposé cette loi en droit interne. Au Sénégal une loi de 2012 s'applique toujours.

✉ jean-jacques.lecat@cms-fl.com

▼ Tanzanie : besoin d'assouplissement de la réglementation en matière de permis de travail en Tanzanie

Le secrétaire exécutif de l'Association des employeurs de Tanzanie (ATE) a récemment déclaré que les investisseurs souhaitent un assouplissement des lois sur le travail des étrangers dans le pays. En Tanzanie, la loi stipule que 95 % de la main-d'œuvre doit être locale et seulement 5 % des experts peuvent être étrangers. Cette loi découragerait les investisseurs en raison du niveau relativement faible des compétences locales. La Chine, dont les investissements se situeraient entre 8 et 10 Mds USD, estime également que les capacités humaines locales sont insuffisantes.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : une usine d'incinération des déchets de 60 MW bientôt en construction

L'entreprise chinoise Armech Africa et le distributeur d'électricité public ECG ont signé un PPP en vue de la construction d'une usine d'incinération des déchets d'une capacité de 60 MW à Tema. Ce projet d'une valeur de 300 M USD sera financé par l'*Industrial and Commercial Bank of China*, sans garantie souveraine de la part de l'Etat ghanéen, et constituerait le premier du genre en Afrique de l'Ouest. Alors que les autorités de la capitale ont annoncé en mars que le seul site d'enfouissement de la ville serait rempli d'ici dix-huit mois, l'usine doit permettre de soulager l'agglomération d'Accra d'une partie des 300 000 tonnes de déchets qu'elle génère quotidiennement.

✉ Virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 1 Md FCFA du Fonds de soutien à l'habitat (FSH) à la SICOI pour la construction de logements sociaux

Le prêt du FSH à la Société ivoirienne de construction et de gestion immobilière (SICOI) est destiné au financement de programmes de construction de logements sociaux, notamment la 3ème tranche de la promotion immobilière La Concorde située dans la commune d'Abobo. Le prêt, dont les intérêts sont fixés à 5 % par an, a une durée de 60 mois à compter de la date de sa mise en place.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : prêt de l'AFD de 30 M EUR pour le secteur de l'eau

Une convention de prêt de 30 M EUR a été signée le 9 avril 2018 par l'Ambassadeur de France et le ministre des Finances guinéen, en présence du directeur de la Société des eaux de Guinée (SEG). Ce financement accordé par l'Agence française de développement (AFD) doit aider la SEG à réduire les fuites d'eau, augmenter le recouvrement et les ventes sur Conakry, afin d'améliorer les performances techniques et commerciales des agences locales. Il doit également permettre le renouvellement des équipements obsolètes des sites de production d'eau. Pour rappel, selon l'OMS seulement 67 % de la population guinéenne avait accès à l'eau potable en 2015.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : inauguration de l'échangeur Hamani Diori à Niamey

L'échangeur à trois niveaux Hamani Diori d'un coût de 42,6 Mds FCFA (65 M EUR) a été financé par l'État du Niger, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) et la Bank of Africa, filiale de la banque commerciale marocaine BMCE. L'infrastructure comporte un tunnel de 126 m de longueur et deux ponts. Elle est aussi dotée de 4 passerelles pour piétons avec des parkings aménagés. Lancés le 26 juin 2015 pour une durée de 27 mois, les travaux de construction de ce 3ème échangeur ont été exécutés par l'entreprise française Sogea-Satom, ISC (Vinci Construction France), Freyssinet, Terre Armée (filiales de Soletanche Freyssinet) et LSE (Vinci Construction International Network).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : inauguration de la route Baleyara-Loga

Le Président de la République du Niger a procédé, le 5 avril à Tabla, dans la commune rurale de Tagazar située à une centaine de kilomètres au nord-est de Niamey, à l'inauguration de la route Baleyara-Loga. Longue de 40km, la réhabilitation de cette route a été entièrement financée par l'État nigérien à travers le budget d'investissement pour un coût global de 14 Mds FCFA (22 M EUR). Les travaux ont été exécutés par l'entreprise chinoise *China First Highway Engineering Company* (CFHEC) dans un délai contractuel de 20 mois.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Togo : 35 M USD octroyés au Togo pour augmenter l'accès aux TIC et renforcer les droits fonciers

La *Millenium Challenge Corporation* (MCC), agence américaine indépendante d'aide à la lutte contre la pauvreté, a approuvé le Programme threshold, subventionnant l'Etat togolais à hauteur de 35 M USD (18 Mds FCFA). Le programme contient deux volets. Le 1^{er} projet de 20,5 M USD vise à augmenter l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC), par la création d'un régime réglementaire indépendant. Le 2^{ème} projet viendra soutenir à hauteur de 8 M USD la réforme du régime foncier, afin de renforcer les droits fonciers coutumiers, prévue au projet de loi sur le code foncier et domanial adopté le 7 mars 2018. Le reste des fonds serviront à la bonne mise en œuvre du programme.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : 61,8 Mds FCFA (94,2 M EUR) mobilisés par l'emprunt obligataire émis fin 2017

L'emprunt obligataire de 60 Mds FCFA (91,5 M EUR) émis fin 2017 a permis de mobiliser 61,8 Mds FCFA (94,2 M EUR), soit un taux de couverture de 103 % selon le ministère de l'Economie et des Finances. Les ressources mobilisées doivent permettre de payer une partie des arriérés de paiement intérieur contractés par l'Etat togolais. Le stock d'arriérés post-2006 s'élève à environ 185 Mds FCFA (282 M EUR) selon le FMI, dont 45 Mds FCFA (68,6 M EUR) de nouveaux arriérés intérieurs par l'Etat durant le 1^{er} semestre 2017. L'opération s'est faite par une syndication menée par la Société générale. La maturité de l'emprunt est de 6 ans, à un taux d'intérêt effectif de 9,1 %.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : signature d'un accord de prêt d'un montant de 44,6 Mds FCFA avec la Banque islamique de développement (BID)

Ces ressources sont mobilisées en faveur de la Société nationale de raffinage (SONARA) afin de diversifier ses produits et porter sa capacité de production à 3,5 millions de tonnes par an. La SONARA est engagée depuis 2005 dans un programme de mise à niveau et de modernisation de ses installations, dont la première phase qui devait s'achever en 2017, avait déjà pour but de faire passer sa capacité de production de 2,1 à 3,5 millions de tonnes et d'augmenter sa capacité de stockage.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Cacao : le Ghana et la Côte d'Ivoire annoncent un renforcement partiel de leur coopération

Le président du Ghana, Nana Akufo-Addo, et le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, ont signé une déclaration conjointe en faveur d'une coopération plus étroite entre les deux pays dans la filière du cacao. Les deux chefs d'Etat s'engagent à renforcer leurs secteurs respectifs, et notamment : harmoniser leurs politiques de commercialisation ; intensifier leur coopération scientifique pour mieux protéger et améliorer les différentes variétés de plants ; encourager le secteur privé à prendre une part plus active dans la transformation sur place du cacao. En revanche, les deux pays n'ont pas souhaité consentir à une harmonisation de la rémunération des petits producteurs de fèves.

✉ Virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le secteur de l'horticulture a généré 150 Mds FCFA en 2017

Le secteur de l'horticulture a continué d'enregistrer des performances favorables en 2017 avec une progression de 26 % de la production en 2017, portant à 1,5 million de tonnes la production, pour une valeur totale de 150 MFCFA (soit 225 M EUR). Cette progression résulte du Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise, volet agricole du Plan Sénégal émergent, qui a permis la mise en place de subventions à l'achat de semences et la livraison de matériel agricole dans le domaine de l'horticulture en particulier.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigéria : hausse de l'endettement au sein du secteur électrique

Pour le seul mois de janvier 2018, la dette de la NBET, l'organisme de facturation entre GenCos (sociétés de production d'électricité) et DisCos (distribution), a atteint près de 140 M USD. En effet, sur les 48 Mds NGN facturés par les GenCos sur la période, seuls 6 Mds NGN ont été versés par l'organisme, soit moins de 13 % de ses obligations. Sur les 11 compagnies de distribution que compte le Nigéria, 7 n'ont réglé aucun versement pour le mois de janvier, chiffre qui s'élevait déjà à 5 en décembre dernier. Les DisCos sont régulièrement pointées du doigt pour leur retard de paiement : en octobre 2017, le ministre de l'Energie, Babatunde Fashola, évoquait une dette globale des DisCos de près d'1,8 Md USD.

✉ Pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : la Banque mondiale octroie 20 M USD pour appuyer l'exploitation gazière du Grand-tortue**

La Banque mondiale va octroyer 20 M USD via l'Association internationale de développement (IDA) pour aider les autorités mauritaniennes à s'impliquer dans le processus d'exploitation du champ gazier du Grand-Tortue / Ahmeyin (GTA), situé au large des côtes sénégalaises et mauritaniennes. Pour mémoire, les deux pays ont signé début février 2018, à Nouakchott, un accord de coopération pour l'exploitation de ce gisement estimé à 450 Mds de m³.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : exploitation du bloc pétrolier d'Agadem Phase 2**

Le ministère nigérien du Pétrole a signé le 6 avril, l'accord d'exploitation d'un second puit pétrolier avec la *China National Petroleum Corporation (CNPC)*, dans l'Agadem (sud-est nigérien), où cette société extrait le pétrole depuis 2011. L'objectif du Niger est de passer de 20 000 barils/jour à 80 000 barils/jour exportés. Outre des investissements sociaux, le Niger aurait également obtenu la construction de locaux au profit du ministère du Pétrole dans certaines régions du pays; la construction de laboratoires de contrôle et d'analyse des produits pétroliers; la mise en exploitation des gisements dans les meilleurs délais et la poursuite de la construction de la route Diffa-N'Guigmi-frontière Tchad.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : construction d'un oléoduc pétrolier vers le Cameroun via le Tchad fin 2018**

Le Niger devrait lancer d'ici fin 2018 les travaux de construction d'un oléoduc pour envoyer vers le Cameroun, via le Tchad, son pétrole brut destiné à l'exportation. L'oléoduc, initialement prévu en 2013 permettra d'évacuer le pétrole brut nigérien au Tchad voisin, puis de l'acheminer jusqu'au port camerounais de Kribi. 2,5 Mds USD seront investis dans les nouvelles infrastructures de surface et 1 à 2 Mds USD dans l'oléoduc. Le pétrole est jusqu'ici acheminé par des pipelines jusqu'à Zinder (centre-sud nigérien), où il est raffiné.

✉ cossuc@afd.fr

Congo-Brazzaville : un consortium de 4 entreprises françaises dans la potasse pour la construction des infrastructures d'exploitation d'un gisement de potasse. Le Conseil des ministres du 5 avril a adopté le projet de loi portant approbation de la convention d'exploitation minière relative aux gisements de potasse Kola et Dougou (département du Kouilou) au bénéfice de la société Sintoukola Potash SA, détenue à 97 % par l'*Australien Elemental Minerals Ltd*. La construction des infrastructures minières et des infrastructures annexes a été confiée à un consortium de quatre entreprises françaises : Technip FMC, Vinci Construction grands projets, Egis international et Louis Dreyfus. L'investissement est évalué dans sa première phase à 700 Mds FCFA (1,1 Md EUR) et comprend une forte composante de contenu local, dont un programme de 3 M USD dédié à la sous-traitance locale.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : nouvelle centrale électrique de 167 MW**

Le Président Magufuli a inauguré, à Kinyerezi, près de Dar es Salaam, une nouvelle centrale électrique au gaz naturel d'une capacité de 167 MW. Le coût de l'installation de cette usine, réalisée par le norvégien Jacobsen Elektro, est estimé à 344 M USD. Selon la *Tanzania Electric Supply Company*, la production sera injectée progressivement dans le réseau national. Les capacités installées en Tanzanie sont évaluées à 1 264 MW.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Seychelles : acquisition d'un broyeur industriel pour réduire le volume des déchets

Faute d'équipements appropriés, chaque année ce sont plus de 74 000 tonnes de déchets qui sont entreposées dans des décharges publiques aux Seychelles. Le centre de stockage de Providence sur l'île principale de Mahé est proche de la saturation et le pays manque de terrains pour la gestion des déchets. En réponse à l'urgence de la situation, les autorités viennent de décider l'acquisition d'un broyeur industriel destiné à réduire de 40 % le volume de déchets entreposés dans les décharges. L'investissement de 500 000 USD ne portera que sur les déchets organiques du centre de Providence. Ces derniers seront triés et le produit broyé sera transformé en compost.

✉ hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr

▼ Services

▼ Congo-Brazzaville : dissolution de la SNE et de la SNDE

L'Assemblée nationale a adopté le 7 avril la loi portant création de deux sociétés anonymes après dissolution de la SNE (Société nationale d'électricité) et la SNDE (Société nationale de distribution de l'eau). L'actif et le passif des deux sociétés dissoutes seront repris par les nouvelles entités dont l'État sera l'actionnaire principal. Des programmes spécifiques de reconversion professionnelle seront mis en place pour le personnel qui sera repris dans son intégralité. La dissolution avait été envisagée suite aux contreperformances imputées à une mauvaise gouvernance ayant conduit à des pertes cumulées de 75 Mds FCFA, dont 45 Mds FCFA pour la SNE. L'opposition a pointé du doigt les interférences de l'État comme raison de ces faillites.

✉ Catherine.dumarche@dgtrésor.gouv.fr

▼ Madagascar : adoption du nouveau Code de l'électricité

Le 5 avril, la Haute Cour constitutionnelle a jugé conformes à la Constitution les amendements au Code de l'électricité, suite à l'adoption du texte par le Sénat et l'Assemblée nationale les 5 et 12 mars. Ce Code prévoit la création d'une Autorité de régulation de l'électricité (ARELEC) disposant du statut d'Autorité administrative indépendante, qui sera dirigée par un collège de 6 commissaires. Il autorise les activités de production, de transport, de distribution et de fourniture d'énergie pour toute personne physique ou morale, de droit privé ou public, qu'elle soit malgache ou étrangère. Il crée enfin un statut de « fournisseur vert » pour les entreprises qui commercialiseront 100 % d'énergie renouvelable.

✉ eric.noitakis@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Maurice : Alcatel Submarine Networks retenu pour le projet de câble sous-marin entre l'Afrique du Sud et Maurice**

La société *Indian Ocean Exchange Cable* (IOX) vient d'annoncer avoir retenu l'offre d'*Alcatel Submarine Networks* pour le déploiement d'un réseau en fibre optique entre l'Afrique du Sud (*East London*) et Maurice avec une extension sur l'île de Rodrigues. Le câble aura une longueur totale de 8 890 km et une capacité de 54 Térabits par seconde. Dans un second temps une extension est prévue vers l'Inde (Pondichéry) via le Sri Lanka. La première phase du projet dont le coût devrait dépasser les 100 M USD va débiter sur le tronçon Rodrigues-Maurice et la connexion avec l'Afrique du Sud est programmée d'ici fin 2019.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : réception du 3^{ème} avion Bombardier en Tanzanie**

Le Président John Magufuli a officiellement réceptionné le 3^{ème} et dernier Bombardier Q400 (capacité de 76 passagers) le 2 avril 2018, à l'aéroport de Dar es Salaam. L'appareil, loué à l'entreprise publique *Tanzania Government Flight Agency* (TGFA), était au centre d'un conflit entre *Stirling Civil Engineering* (SCEL) et le gouvernement tanzanien. Il devait en effet être livré en août 2017 mais a été saisi au Canada par SCEL qui réclamait le paiement de 38,7 M USD sur la base d'un arbitrage rendu en 2010 suite à un recours gagné contre une annulation de contrat. La libération de l'avion pourrait indiquer qu'un accord a été atteint entre les parties, même si le gouvernement tanzanien n'a pas commenté ce sujet.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : nouveaux contrats pour le groupe OCEA

Deux nouveaux patrouilleurs de type FPB 110 réalisés par le constructeur naval français Ocea sont en partance pour le Nigéria depuis le chantier de Saint-Nazaire. Ces bateaux font partie d'une commande de la marine nigériane de trois FPB 72 et de deux FPB110 MkII. Pour rappel, en 2013, Ocea avait déjà livré trois FPB 72 ainsi qu'un FPB 98 d'une longueur de 32m en 2014 commandés par l'Autorité nigériane portuaire (NPA).

✉ Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : un nouveau consultant pilotera les travaux de l'aéroport de Donsin

Un nouveau bureau spécialisé pour l'ordonnancement et la coordination des travaux de construction du futur aéroport de Donsin et de ses voies d'accès a été recruté, après constatation de la défaillance du groupement formé par l'entreprise canadienne COSIME INC associé au burkinabè AGEIM qui avait remporté le marché en octobre 2016. Le nouvel attributaire du marché est le groupement SAFEGE (filiale de Suez)-ECG-Groupe ZENITH (entreprise burkinabè), initialement classé second, pour un montant de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : signature d'avenants à la convention de concession d'Orange

Cette signature intervient trois ans après le renouvellement de la licence d'exploitation de la téléphonie mobile d'Orange, assortie de l'autorisation de déployer les réseaux 3G et 4G. Les avenants auraient été signés dans le but de préserver les intérêts de l'État, d'une part et d'autre part, d'intégrer dans le document de concession les obligations de qualité de service et d'expérience, ainsi que les indicateurs de couverture du réseau 4G. Sur la couverture du réseau 4G, il s'agira pour Orange de couvrir, d'ici la fin de sa concession, les chefs-lieux de régions, les zones universitaires, les zones à activités économiques significatives telles que les ports, les chefs-lieux de département, d'arrondissement et les localités d'au moins 10 000 habitants.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : les importations de sucre et la contrebande pourraient entrainer l'arrêt des activités de la Sosucam, filiale du groupe Somdiaa

Les livraisons de la Sosucam sur marché local se chiffrent à 200 tonnes/jour contre une production de 700 tonnes/jour. Les stocks de la société s'établissent à fin mars 2018, à plus de 45 000 tonnes, soit plus de trois mois de la consommation nationale. Les importations de sucre et la contrebande dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord sont estimées à 40 000 tonnes entre janvier et mars 2018. La Sosucam est détenue à 74 % pour le groupe Somdiaa et à 26 % par l'État du Cameroun.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Sylvain Faure, nouveau Directeur général de la BICEC**

Au terme de l'assemblée générale de la BICEC tenue le 23 mars 2018, Alain Ripert, Directeur général de la filiale, est remplacé par Sylvain Faure, précédemment directeur du Pôle Développement de BPCE International. Alain Ripert a été doublement promu, aux postes d'administrateur de la BICEC et de membre du directoire de la Caisse d'épargne CEPAC, en charge du Pôle Outre-Mer. Il continuera toutefois de diriger la banque jusqu'à la fin du mois d'août 2018.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Nakumatt plus que jamais en difficulté**

Les perspectives pour *Nakumatt*, chaîne historique de la grande distribution, se sont récemment assombries à la suite du refus des créanciers de restructurer la dette de l'entreprise. La chaîne *Tuskys*, dont on attendait un accord avec *Nakumatt* pour une reprise des activités, a annoncé à l'autorité de la concurrence qu'elle ne souhaitait pas maintenir son offre. 14 propriétaires de centre commerciaux ont ensuite annoncé vouloir mettre fin aux baux octroyés à *Nakumatt*, considérant l'absence de plan de reprise viable et les retards de versement des loyers. La semaine dernière, enfin, la chaîne de distribution a été forcée de fermer son implantation dans le centre commercial *Village Market*, situé dans le quartier résidentiel de Gigiri à Nairobi.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Accor Hôtels renforce sa présence dans le pays**

Jeudi 5 avril, le leader européen de l'hôtellerie a annoncé le rachat de 50 % de la chaîne sud-africaine Mantis. Cette joint-venture avec un petit groupe spécialisé dans le luxe et l'écotourisme a pour ambition de combler le retard d'AccorHotels en Afrique. Fondé en 2000, Mantis compte une trentaine d'établissements en Afrique du Sud, et une cinquantaine dans le reste du monde. Accor récupère ainsi un partenaire local, fin connaisseur de l'Afrique du Sud et de ses défis pour pouvoir y développer ses marques.

✉ morgane.lerville@businessfrance.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Conférence Internationale Croissance partagée avec l'Afrique

Croissance PEACE organise la 3^{ème} Conférence internationale sur la croissance partagée avec l'Afrique, qui se tiendra à l'Assemblée Nationale le jeudi 26 avril 2018 sur le thème de l'industrialisation de l'Afrique.

Programme, inscription: <http://ludovic.indaba-china.com/CPAN2018-1.pdf>

✉ ludovic.emanuely@croissancepeace.org

▼ Côte d'Ivoire : 1^{ère} université d'été du Réseau africain des professionnels de la gestion des projets de développement (RAPGP) du 9 au 14 juillet 2018

Organisé à Abidjan, du 9 au 14 juillet 2018, par le Réseau africain des professionnels de la gestion des projets de développement (RAPGP) en collaboration avec le Club top managers d'Afrique (CTMA), il s'agit d'une tribune de réflexion de professionnels en vue de renforcer les capacités, de promouvoir les bonnes pratiques et de trouver des réponses aux problèmes majeurs rencontrés sur le continent africain. Les ateliers de formation de la première université d'été s'articuleront autour de quatre thèmes : planification et suivi évaluation, management des équipes projets, passation des marchés et gestion financière de projet.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra-Leone : Julius Maada Bio remporte le second tour des présidentielles

Julius Maada Bio, le candidat du parti de l'opposition SLPP, a été déclaré mercredi officiellement vainqueur de l'élection présidentielle avec 51,8 % des voix. Il devance ainsi son opposant, Samura Kamara (48,2 % des suffrages), qui refuse à ce jour de reconnaître sa défaite. Le programme économique annoncé par l'ex-Brigadier Bio durant la campagne, inscrit au sein du *New Direction Manifesto*, comprend notamment l'amélioration des indicateurs macro-économiques (solde commercial, solde du compte courant), de la gouvernance, le soutien à l'agriculture ou encore le développement du capital humain et des infrastructures.

✉ nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

